

Brochure n° 3255 | Convention collective nationale

IDCC : 1619 | **CABINETS DENTAIRES**

Avenant n° 11 du 5 octobre 2023

au protocole d'accord du 5 juin 1987
relatif à la prévoyance

NOR : ASET2351208M

IDCC : 1619

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FSDL ;

UD ;

CDF,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FSPSS FO ;

CFE-CGC Santé social ;

UNSA Santé sociaux,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Objet

Le présent avenant a pour objet de modifier les dispositions relatives aux cotisations du régime de prévoyance de la convention collective nationale des cabinets dentaires.

Considérant la volonté des partenaires sociaux de pérenniser le régime de prévoyance de l'ensemble des salariés des cabinets dentaires et constatant la situation déficitaire dudit régime, confirmée par les pièces comptables présentées par l'AG2R prévoyance et analysées par la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation, les parties décident de procéder à un ajustement du taux de cotisations, applicable à compter du 1^{er} janvier 2024, et conviennent des modifications suivantes.

Article 1^{er} | **Modification des cotisations**

Les dispositions de l'article 12 « Cotisations » de l'accord du 5 juin 1987, modifié en dernier lieu par avenant n° 10 du 15 septembre 2022, sont remplacées par celles ci-après :

« La cotisation du régime conventionnel de prévoyance est fixée à 1,79 % TA* et TB** de la rémunération définie à l'article 5.4 de la convention collective nationale des cabinets dentaires répartie à hauteur de 0,60 % TA* TB** à la charge du salarié et 1,19 % TA* TB** à la charge de l'employeur.

* Tranche A (TA) : partie du salaire brut limitée au plafond annuel de la sécurité sociale.

** Tranche B (TB) : partie du salaire brut comprise entre 1 et 4 fois le plafond annuel de la sécurité sociale. »

Article 2 | **Entreprises de moins de 50 salariés**

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, la branche professionnelle des cabinets dentaires libéraux est très majoritairement composée des très petites entreprises (TPE), donc de moins de 50 salariés.

Dès lors, les partenaires sociaux ont nécessairement pris en compte leurs spécificité pour rédiger le présent texte, c'est pourquoi celui-ci ne comporte pas de règles particulières à leur sujet.

Article 3 | **Date d'effet**

Le présent avenant entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Article 4 | **Formalités administratives**

4.1. Dépôt légal

Le présent avenant sera déposé en deux exemplaires (une version sur support papier signé des parties et une version sur support électronique) auprès des services centraux du ministère chargé du travail, dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail.

En outre, un exemplaire sera établi pour chaque partie.

4.2. Extension

La partie la plus diligente s'engage à demander l'extension dans les meilleurs délais, dans les conditions prévues par l'article L. 911-3 du code de la sécurité sociale.

Fait à Paris, le 5 octobre 2023.

(Suivent les signatures.)